

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 32.186/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 32.186/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 4 septembre 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif aux certificats de capacité des chauffeurs de taxis", a donné le 17 octobre 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 4 september 2001 door de Minister-Voorzitter van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de bekwaamheidsattesten voor taxichauffeurs", heeft op 17 oktober 2001 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Les dispositions du projet d'arrêté sont en partie identiques à celles qui étaient contenues dans la sous-section première, de la section 2, du chapitre premier, du titre II du projet d'arrêté "relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur" qui a fait l'objet de l'avis 27.357/4, donné le 4 novembre 1998, par la section de législation du Conseil d'Etat.

Selon une jurisprudence constante, lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé sa compétence. Il ne lui appartient dès lors plus de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, et ce, non seulement lorsqu'elles ont été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis, mais également lorsqu'elles demeurent inchangées ⁽¹⁾.

2. Alors que le projet examiné dans l'avis 27.357/2, précité, contenait une réglementation complète des services de taxis et des services de location de voitures avec chauffeur, l'auteur du projet éparpille la matière dans divers arrêtés.

Le Moniteur belge a publié le 12 septembre 2001 un arrêté du 19 juillet 2001 relatif aux tests comportementaux des candidats-chauffeurs de taxi. Le projet soumis à examen ne concerne que le certificat de capacité des chauffeurs de taxi.

Dans l'avis 31.569/4, donné le 18 juin 2001, sur le projet devenu l'arrêté du 19 juillet 2001 précité, la section de législation du Conseil d'Etat avait rappelé que :

"Tant les termes de l'article 28 de l'ordonnance du 27 avril 1995, précitée, qui vise "le règlement", que la nécessité de ne pas disperser une même matière dans plusieurs arrêtés, imposent d'intégrer les dispositions examinées dans l'arrêté (général) en préparation relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur.

⁽¹⁾ Voir l'avis 30.950/4, donné le 24 janvier 2001, sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 12 juillet 2001 relatif à la Formation professionnelle dans l'Agriculture.

Il conviendra dès lors, à tout le moins, de rendre son unité à la matière lorsque l'arrêté relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur sera adopté ⁽²⁾."

Cette observation reste pertinente en ce qui concerne l'arrêté en projet.

3. La structure du projet manque de rigueur, notamment du fait que l'article 2, 4°, mélange des conditions de fond relatives à la moralité du candidat-chauffeur de taxi, avec des règles de procédures, à savoir la production d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs.

Il est suggéré de consacrer un article distinct aux conditions de fond (moralité, santé, capacité, autorisation de travailler en Belgique, etc.) que doivent remplir le candidat-chauffeur de taxi ⁽³⁾ et un autre article aux documents à fournir, notamment pour prouver le respect de ces conditions.

Il est également regrettable que les documents à fournir afin d'obtenir le certificat de capacité soient mentionnés pour partie dans l'article 2 et pour partie dans l'article 5.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Intitulé

Dans l'intitulé le mot "taxi" doit s'écrire au singulier.

⁽²⁾ Ce qui implique que l'arrêté examiné sera abrogé lors de l'entrée en vigueur de l'arrêté général précité qui en reprendra le contenu.

⁽³⁾ L'auteur du projet pourrait s'inspirer de l'article 10 du projet ayant donné lieu à l'avis 27.357/4, précité.

Préambule

1. La loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ne constitue pas le fondement légal du projet. L'alinéa 1^{er} doit dès lors être omis.

2. A l'alinéa 2, il convient de viser également l'article 6, alinéa 3, de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, qui dispose que :

"Le Gouvernement peut fixer les conditions de moralité, de qualification professionnelle et de solvabilité requises des exploitants en vertu de l'alinéa 1^{er} ainsi que les conditions de moralité et de qualification professionnelle requises des chauffeurs.".

3. L'arrêté royal du 2 avril 1975 portant règlement de police relatif à l'exploitation des services de taxis n'est ni abrogé ni modifié par le projet d'arrêté. Il y a lieu dès lors d'omettre l'alinéa 3.

4. A l'alinéa 4, il y a lieu d'ajouter les mots "modifié le 13 janvier 1994," après les mots "services de taxis".

5. Aux alinéas 5 et 6, il y a lieu de mentionner les dates auxquelles cet avis et cet accord ont été rendus.

6. A l'alinéa 7, il convient de mentionner l'avis rendu par le Conseil d'Etat de la manière suivante :

"Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.186/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 octobre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

.../...

7. Il y a lieu de rappeler que les Secrétaires d'Etat régionaux bruxellois ne font pas partie du Gouvernement et ne peuvent donc ni proposer ni signer les arrêtés réglementaires tels que celui-ci.

Dispositif

Article 2

1. Afin d'éviter que le texte en projet puisse s'interpréter comme excluant de son champ d'application certains étrangers, il y a lieu d'écrire à l'alinéa 1^{er}, 1°, "le document prouvant son identité".

2. A l'alinéa 1^{er}, 4°, litteras a), b), c) e) et f), il est précisé qu'il s'agit d'une condamnation "avec ou sans sursis". Cette dernière mention est inutile, le sursis n'affectant que l'exécution d'une condamnation et non la condamnation elle-même. Elle doit être omise, comme au littera d).

3. A l'alinéa 1^{er}, 4°, e), les mots "d'intoxication alcoolique" seront omis, car ils ne correspondent pas aux termes actuels du chapitre V, intitulé "Imprégnation alcoolique et ivresse", du titre IV de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968.

4. Le 4°, alinéa 3, qui dispose que "Le Gouvernement garantit l'accès à une formation de type court, de l'ordre de +/- 30 heures, au montant et aux conditions fixées par l'ordonnance du 27 avril 1995", doit être distrait de l'article 2, qui a pour objet d'établir la liste des documents à fournir.

Si le projet entend prévoir que des cours sont donnés par la Région de Bruxelles-Capitale, il convient d'y consacrer un article distinct qui réglera l'organisation de ces cours. Par ailleurs, si l'ordonnance du 27 avril 1995, précitée, prévoit une taxe pour

.../...

la participation aux cours du centre de formation pour chauffeur, elle n'énonce aucune condition pour participer à ces cours. Les mots "aux conditions fixées par l'ordonnance du 27 avril 1995" sont dès lors sans portée.

Article 3

1. Le début du paragraphe 1^{er} fait double emploi avec l'article 2, 7°.

2. Au paragraphe 1^{er}, dixième ligne, une discordance doit être levée entre les textes français et néerlandais, le premier mentionnant "le Gouvernement" pour désigner l'entreprise en question, le second mentionnant "het Gewest". Le premier terme est correct.

3. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1°, le mot "topographie" est utilisé abusivement. Il s'agit moins pour les chauffeurs de taxi de décrire la configuration physique de la Région que de circuler dans celle-ci et d'y transporter des personnes. Il convient donc d'utiliser, dans son sens propre, l'expression "géographie urbaine de la Région".

L'observation vaut également, dans le même article, à l'alinéa 3 du même paragraphe et au paragraphe 4, alinéa 2.

4. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1°, il y a lieu d'écrire le mot "lieux" à la place du mot "leurs".

5. Au paragraphe 2, alinéa 2, 5°, mieux vaut écrire "d'expressions courantes" au lieu "d'idiomes".

6. Au paragraphe 2, alinéa 3, il y a lieu d'utiliser le mot "examen" et non "épreuve".

.../...

7. Le paragraphe 5 est inutile et sera omis.

Article 4

1. Au paragraphe 2, il convient de préciser par quelle autorité ou quel organisme est prise la décision d'exclusion.

2. Au paragraphe 4, il n'y a pas lieu d'utiliser de tirets (en néerlandais), ni de points typographiques (en français), mais bien les signes 1°, 2° et 3°, pour les trois rubriques figurant en retrait.

3. A la deuxième rubrique du paragraphe 4, il convient d'écrire "détérioré" et à la troisième rubrique, le mot "manoeuvre" sera mis au pluriel.

Article 5

1. Il y a lieu de remplacer le mot "épreuves" par le mot "examens".

2. Le début de cet article fait double emploi avec l'article 2, 7°.

3. A la deuxième phrase, il y a lieu de remplacer le mot "agrération" par le mot "agrément".

Articles 6 et 7

Ces dispositions ne peuvent s'appliquer, par définition, qu'aux chauffeurs de taxi qui exercent leur profession comme salariés et non comme indépendants.

Même si cela va peut-être de soi, il convient de le préciser.

Article 7

1. Prévoir que le certificat de capacité doit être restitué à l'administration "si le chauffeur n'exécute pas le contrat de travail" manque de précision.

Cette formule paraît trop générale, en ce que l'inexécution du contrat peut résulter des causes les plus diverses et n'être, dans certains cas, en rien imputable à une faute du chauffeur de taxi.

Selon le fonctionnaire délégué, cette disposition a seulement pour but de s'assurer de la réalité de l'"attestation d'emploi", visée à l'article 6. La disposition doit dès lors être modifiée afin de traduire correctement cette intention.

2. Il y a lieu de mentionner "l'attestation d'emploi visée à l'article 6" et non "l'attestation émise par l'exploitant et visée à l'article 5, alinéa 1er".

3. L'alinéa 2 fait référence à "la revalidation du certificat de capacité en application de l'article 21 du règlement d'Agglomération en matière d'exploitation de services de taxis".

Afin de ne pas disperser une même matière dans plusieurs textes, il y a lieu d'intégrer dans le projet toutes les dispositions du règlement d'agglomération concernant le certificat de capacité que l'auteur du projet juge utile de maintenir et d'abroger les articles 18 à 22 du règlement d'agglomération.

Article 8

Cette disposition prévoit que les personnes qui ont exercé le métier de chauffeur de taxi sans être titulaires d'un certificat de capacité peuvent se voir refuser par l'administration leur inscription aux examens pendant une durée maximale de deux ans à compter de la date du procès-verbal constatant l'infraction.

Ainsi présentée, cette mesure peut être considérée comme une sanction pouvant frapper ceux qui ont contrevenu à l'obligation qu'ont les chauffeurs de taxi, d'être titulaire d'un certificat de capacité délivré par l'administration.

Or, les sanctions pénales ou administratives qui résultent du non respect de l'ordonnance du 27 avril 1995, précitée, et de ses arrêtés d'exécution, sont déjà prévues par les articles 35 et 36 de l'ordonnance.

Il n'appartient pas à un arrêté du Gouvernement d'ajouter une sanction supplémentaire à celles prévues par une ordonnance, et ce d'autant plus que l'article 8 ne s'accompagne d'aucune précision quant aux circonstances qui justifieront la sanction (le texte précise que le refus d'inscription est une faculté) et à la procédure.

Par contre, rien ne s'oppose à ce que la liste des condamnations visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 4°, soit complétée par la mention d'une condamnation ou d'une sanction administrative encourue pour infraction aux dispositions de l'ordonnance et de ses arrêtés d'exécution.

Article 10

Il n'y a pas lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés du Gouvernement.

Observations finales d'ordre légistique et linguistique

Plusieurs dispositions de la version néerlandaise du projet devraient être corrigées pour des raisons de légistique ou de défaillance du point de vue de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations de fond précédentes et à titre d'exemple que sont faites à ce sujet quelques propositions de texte :

Préambule

Il faudrait écrire : "Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting;".

Article 2

Au 2°, il faudrait écrire : "het behoorlijk gevalideerde ... met toepassing van ... federale regelgeving;".

Au 4°, il faudrait écrire : "een getuigschrift van goed zedelijk gedrag". Cette observation vaut pour tout le projet. Egalement au 4°, il faudrait écrire : "het bewijs dat zij de status van politieke vluchteling genieten". Toujours au 4°, pénultième alinéa, il faudrait écrire : "of die waarvoor ... eerherstel heeft gekregen;".

Article 4

Au paragraphe 1^{er}, il faudrait écrire : "De kandidaat die gezakt is voor de examens beschreven in artikel 3 mag zich op zijn vroegst zes maanden na de beslissing dat hij voor die examens gezakt is, weer laten inschrijven.".

La suite du texte néerlandais du projet devrait elle aussi être soigneusement corrigée chaque fois qu'il y a lieu.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Een deel van de bepalingen van het ontwerpbesluit zijn identiek aan die welke vervat waren in Titel II, Hoofdstuk I, Afdeling 2, onderafdeling 1, van het ontwerp van besluit "betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur", waarover de afdeling wetgeving van de Raad van State op 4 november 1998 advies 27.357/4 heeft gegeven.

Volgens een vaste rechtspraak heeft de afdeling wetgeving haar bevoegdheid uitgeput zodra zij een advies heeft uitgebracht. Het komt haar bijgevolg niet meer toe zich nogmaals uit te spreken over de reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of deze ongewijzigd blijven dan wel herzien zijn om rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies zijn gemaakt ⁽¹⁾.

2. Terwijl het ontwerp dat in het voormelde advies 27.357/2 onderzocht is een volledige regeling van de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur omvatte, wordt die aangelegenheid door de steller van dit ontwerp over verschillende besluiten versnipperd.

In het Belgisch Staatsblad van 12 september 2001 is een besluit van 19 juli 2001 betreffende de gedragstesten van de kandidaten-taxichauffeur bekendgemaakt. Het thans ter fine van advies voorgelegde ontwerp heeft alleen betrekking op de bekwaamheidsattesten voor taxichauffeurs.

In advies 31.569/4, dat op 18 juni 2001 is gegeven over een ontwerp dat tot het voormelde besluit van 19 juli 2001 heeft geleid, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State op het volgende gewezen :

"Zowel wegens de bewoordingen van artikel 28 van de genoemde ordonantie van 27 april 1995, dat betrekking heeft op het "reglement", als wegens de noodzaak om te verhinderen dat de regeling van een aangelegenheid over verschillende besluiten wordt versnipperd, is het geboden de onderzochte bepalingen

⁽¹⁾ Zie advies 30.950/4, dat op 24 januari 2001 is gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van het Waals Gewest van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw.

in het in voorbereiding zijnde (algemene) besluit betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, op te nemen.

Bijgevolg moet er op zijn minst voor worden gezorgd dat wanneer het besluit betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur wordt aangenomen, de hele aangelegenheid in een enkele regeling voorkomt ⁽²⁾."

Die opmerking gaat ook op voor het ontworpen besluit.

3. Het ontwerp is niet goed genoeg gestructureerd, vooral doordat artikel 2, onderdeel 4°, zowel fundamentele voorwaarden bevat over de zedelijkheid van de kandidaat-taxichauffeur als procedurele regels, namelijk het overleggen van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag.

Er wordt voorgesteld in een afzonderlijk artikel te bepalen aan welke fundamentele voorwaarden (zedelijkheid, gezondheid, bekwaamheid, vergunning om in België te werken, enz.) de kandidaat-taxichauffeur moet voldoen ⁽³⁾ en in een ander artikel te vermelden welke documenten hij dient over te leggen, inzonderheid om te bewijzen dat hij aan die voorwaarden voldoet.

Voorts is het te betreuren dat de documenten die moeten worden overgelegd om het bekwaamheidsattest te verkrijgen, ten dele vermeld zijn in artikel 2 en ten dele in artikel 5.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Opschrift

In het Franse opschrift moet "taxi" zonder "s" worden geschreven.

⁽²⁾ Dat houdt in dat het onderzochte besluit moet worden opgeheven bij de inwerkingtreding van het voormelde algemene besluit, waarin de inhoud van het onderzochte besluit zal worden opgenomen.

⁽³⁾ De steller van het ontwerp zou kunnen steunen op artikel 10 van het ontwerp waarover het voormelde advies 27.357/4 is gegeven.

Aanhef

1. De bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen is niet de rechtsgrond van het ontwerp. Het eerste lid dient dan ook te vervallen.

2. In het tweede lid dient ook te worden verwezen naar artikel 6, derde lid, van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, welke bepaling als volgt luidt :

"De Regering kan de voorwaarden vastleggen inzake zedelijkheid, beroepsbekwaamheid en solvabiliteit die krachtens het eerste lid van de exploitant vereist worden alsook inzake zedelijkheid en beroepsbekwaamheid van de bestuurders."

3. Het koninklijk besluit van 2 april 1975 houdende politiereglement betreffende de exploitatie van de taxidiensten wordt bij het ontworpen besluit noch opgeheven, noch gewijzigd. Bijgevolg dient het derde lid te vervallen.

4. In het vierde lid dienen het woord "taxidiensten" te worden gevolgd door de woorden "gewijzigd op 13 januari 1994".

5. In het vijfde en het zesde lid dient de datum van dat advies en van die akkoordbevinding te worden vermeld.

6. In het zevende lid dient het advies van de Raad van State als volgt te worden vermeld :

"Gelet op het besluit van de Regering over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies 32.186/4 van de Raad van State, gegeven op 17 oktober 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

7. Wederom moet worden opgemerkt dat de Staatssecretarissen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geen deel uitmaken van de Regering en dan ook niet gerechtigd zijn verordeningsbesluiten zoals dit voor te dragen of te ondertekenen.

Dispositief

Artikel 2

1. Teneinde te voorkomen dat de ontworpen tekst aldus zou kunnen worden geïnterpreteerd dat bepaalde vreemdelingen buiten zijn werkingssfeer vallen, behoort in het eerste lid, 1°, te worden geschreven "het document waaruit zijn identiteit blijkt".

2. In het eerste lid, onderdeel 4°, a), b), c), e) en f), wordt bepaald dat het gaat om een veroordeling "met of zonder uitstel". Die vermelding is overbodig, aangezien uitstel alleen gevolgen heeft voor de uitvoering van de veroordeling en niet voor de veroordeling zelf. Die vermelding behoort dan ook te vervallen, zoals in punt d).

3. In het eerste lid, 4°, e) dient het woord "alcoholintoxicatie" te vervallen, aangezien dat woord niet voorkomt in de huidige bepalingen van hoofdstuk V, "Alcoholopname en dronkenschap", van titel IV van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968.

4. Onderdeel 4°, derde lid, naar luid waarvan "De Regering ... de toegang tot een vorming van het korte type, van ± 30 uur, (waarborgt) tegen de prijs en aan de voorwaarden zoals vastgelegd in de ordonnantie van 27 april 1995", dient te worden gelicht uit artikel 2, waarin de lijst van over te leggen documenten wordt vastgesteld.

Als het de bedoeling is in het ontwerp te bepalen dat lessen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden gegeven, dient in een afzonderlijk artikel de organisatie van die lessen te worden geregeld. Overigens bepaalt de voormelde ordonnantie van 27 april 1995 wel dat een taks moet worden betaald voor deelname aan de lessen van het opleidingscentrum voor chauffeurs, maar voorziet ze in geen enkele voorwaarde om aan die lessen te mogen deelnemen. De woorden "aan de voorwaarden zoals vastgelegd in de ordonnantie van 27 april 1995" zijn dan ook doelloos.

Artikel 3

1. Het begin van paragraaf 1 vormt een doublure van artikel 2, 7°.

2. In paragraaf 1, tiende regel, behoort een gebrek aan overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst te worden weggewerkt. In de eerste tekst worden de woorden "le Gouvernement" gebruikt om de desbetreffende onderneming aan te duiden, terwijl in de tweede de woorden "het Gewest" worden gebezigd. De eerste term (de Regering) is correct.

3. In paragraaf 2, eerste lid, 1°, wordt het woord "topografie" verkeerd gebruikt. Het komt er voor de taxichauffeurs niet zozeer op aan de fysische kenmerken van het Gewest te beschrijven, dan wel om in dat Gewest te rijden en er personen te vervoeren. Derhalve behoort de uitdrukking "stadsgeografie van het Gewest" te worden gebruikt, in de eigenlijke betekenis.

De opmerking geldt eveneens voor hetzelfde artikel, derde lid, van dezelfde paragraaf en voor paragraaf 4, tweede lid.

4. In paragraaf 2, eerste lid, 1°, schrijve men "ligging" in plaats van "lokalisatie".

5. In paragraaf 2, tweede lid, 5°, is het beter te schrijven "gangbare zinswendingen" in plaats van "idiomen".

6. In paragraaf 2, derde lid, behoort het woord "examen" te worden gebruikt en niet het woord "proef".

7. Paragraaf 5 is nutteloos en behoort te worden vervallen.

Artikel 4

1. In paragraaf 2 behoort te worden gepreciseerd door welke overheid of welk orgaan de beslissing tot uitsluiting genomen wordt.

2. In paragraaf 4 behoren geen streepjes te worden gebruikt (in het Nederlands), noch typografische punten (in het Frans), maar wel de tekens 1°, 2° en 3°, voor de drie onderverdelingen met inspringende tekst.

3. In de tweede onderverdeling van de Franse tekst van paragraaf 4 behoort "détérioré" te worden geschreven en in de derde onderverdeling behoort het woord "manoeuvre" in het meervoud te worden geschreven.

Artikel 5

1. Het woord "proeven" behoort te worden vervangen door het woord "examens".

2. Het begin van dit artikel vormt een doublure van artikel 2, 7°.

3. In de tweede zin van de Franse tekst behoort het woord "agr  ation" vervangen te worden door het woord "agr  ement".

Artikelen 6 en 7

Deze bepalingen zijn per definitie enkel van toepassing op taxichauffeurs die hun beroep uitoefenen als werknemer en niet als zelfstandige.

Al spreekt dit misschien van zelf, dit behoort te worden gepreciseerd.

Artikel 7

1. De bepaling dat het bekwaamheidsattest aan het bestuur moet worden terugbezorgd "als de chauffeur het arbeidscontract (...) niet naleeft", is niet duidelijk.

Deze formulering lijkt te algemeen, doordat de niet- naleving van het contract zeer verschillende oorzaken kan hebben en in bepaalde gevallen niet te wijten is aan een fout van de taxichauffeur.

Volgens de gemachtigde ambtenaar heeft deze bepaling enkel tot doel er zich van te vergewissen dat het "tewerkstellingsattest", waarvan sprake in artikel 6, met de werkelijkheid overeenstemt. De bepaling behoort dan ook te worden gewijzigd ten einde deze bedoeling correct weer te geven.

2. Er behoort te worden geschreven "het tewerkstellingsattest bedoeld in artikel 6" en niet "het door de exploitant afgegeven attest, bedoeld onder artikel 5, 1e lid".

3. Het tweede lid ziet op "de verlenging van het bekwaamheidsattest bij toepassing van artikel 20 van de agglomeratieverordening inzake exploitatie van taxidiensten".

Teneinde niet eenzelfde aangelegenheid over verschillende teksten te versnipperen, behoren in het ontwerp al die bepalingen van de agglomeratieverordening opgenomen te worden die gaan over het bekwaamheidsattest en door de steller van het ontwerp nuttig geacht worden om behouden te blijven en moeten de artikelen 18 tot 22 van de agglomeratieverordening worden opgeheven.

Artikel 8

Deze bepaling stelt dat zij die het beroep van taxichauffeur hebben uitgeoefend zonder houder te zijn van een bekwaamheidsattest, hun inschrijving voor de examens door het bestuur geweigerd kunnen zien voor een maximumperiode van twee jaar vanaf de datum van het proces-verbaal van bevinding van het strafbaar feit.

Aldus gesteld kan deze maatregel beschouwd worden als een sanctie die mogelijk opgelegd wordt aan hen die gehandeld hebben in strijd met de verplichting die taxichauffeurs hebben om houder te zijn van een door het bestuur afgegeven bekwaamheidsattest.

Welnu, in de artikelen 35 en 36 van de voornoemde ordonnantie van 27 april 1995 wordt reeds voorzien in de strafrechtelijke of administratieve sancties te wijten aan niet-naleving van die ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Het staat niet aan de Regering om bij besluit een aanvullende sanctie toe te voegen aan die waarin reeds voorzien is bij een ordonnantie, te meer daar in artikel 8 geen enkele precisering voorkomt wat de omstandigheden betreft die de sanctie rechtvaardigen (in de tekst wordt gepreciseerd dat de inschrijving geweigerd kan worden), noch omtrent de procedure.

Niets staat er daarentegen aan in de weg dat de lijst van veroordelingen genoemd in artikel 2, eerste lid, 4°, aangevuld wordt met de vermelding van een veroordeling of een administratieve sanctie opgelopen wegens overtreding van de bepalingen van de ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Artikel 10

Er is geen grond om af te wijken van de vaste regel voor de inwerking-treding van besluiten van de Regering.

Slotopmerkingen van wetgevingstechnische en taalkundige aard

Verscheidene bepalingen van de Nederlandse lezing van het ontwerp moeten worden verbeterd om reden van wetgevingstechniek of omdat ze tekortschieten uit een oogpunt van correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen en bij wijze van voorbeeld worden in dat verband enige tekstvoorstellen gedaan :

Aanhef

Men schrijve : "Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting;".

Artikel 2

In 2° schrijve men : "het behoorlijk gevalideerde ... met toepassing van ... federale regelgeving;".

In 4° schrijve men : "een getuigschrift van goed zedelijk gedrag". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp. In hetzelfde 4° behoort te worden geschreven : "het bewijs dat zij de status van politieke vluchteling genieten". Nog in 4° , voorlaatste lid, schrijve men : "of die waarvoor ... eerherstel heeft gekregen;".

Artikel 4

In paragraaf 1 schrijve men : "De kandidaat die gezakt is voor de examens beschreven in artikel 3 mag zich op zijn vroegst zes maanden na de beslissing dat hij voor die examens gezakt is, weer laten inschrijven."

Ook het vervolg van de Nederlandse tekst van het ontwerp zou telkens als dat nodig is zorgvuldig verbeterd moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPÉRÉE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme. V. FRANCK, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. V. FRANCK, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS